

Régionales, l'équation à plusieurs inconnues

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

9 mai 2014

Les communautés d'agglomération sont en place, non sans quelques anicroches pour ce qui concerne notamment la communauté d'agglomération du Nord Basse-Terre. Mais à vrai dire rien de véritablement significatif. Si ce n'est la propension de certains acteurs à vouloir prolonger la partie. Victorin Lurel a repris les rênes de la Région, et la bataille sourde et implacable fait déjà rage. Les attaques fusent, les tactiques et autres crocs-en-jambe aussi. Les deux camps rivalisent de coups en tout genre. Il en sera ainsi jusqu'à l'élection prochaine au conseil régional. Les différents acteurs impatients, ont donc déjà le mors aux dents et certains s'emballent presque, alors que nous sommes pourtant entrés dans une partie d'échecs assez compliquée. Car en réalité, nous ne savons ni sur quel terrain aura lieu le match ni à quel moment cet affrontement final aura lieu. Le président de la République vient d'annoncer que les élections régionales pourraient bien être repoussées jusqu'en 2016. On n'est pas à un décalage près d'une échéance électorale. C'est donc juridiquement tout à fait plausible. Toutefois, le report des élections régionales n'a rien d'anodin. 2016 est plus près de 2017 que 2015. La proximité de l'élection présidentielle avec l'échéance régionale peut bousculer la donne, et risque fort d'impacter la consultation régionale. Au profit de qui ? Il faut voir. Il est clair que si le gouvernement ne redresse pas d'ici là, la barre, après les villes, les régions vont elles aussi basculer à droite. À moins que Manuel Valls obtiennent des résultats tangibles notamment sur le chômage et les performances économiques de la France. Or, sur ce terrain, c'est loin d'être joué d'avance. Reste à considérer la raison évoquée, pour envisager le recul de l'échéance régional sur le calendrier. François Hollande dit qu'il faut désormais aller vite dans la réforme territoriale et ramener le nombre des régions de 22 à 11. En dépit de certaines voix qui se sont élevées, notamment en Martinique pour appeler de leurs vœux une Région Antilles Guyane, il est

à parier que cette réforme n'intéressera pas la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane. D'abord le concept Antillo-Guyanais est une vue de l'esprit. La Guyane est sur un continent avec des fleuves, une forêt amazonienne, un territoire immense, presque inoccupé à certains endroits, un peuplement pas tout à fait pareil à celui de la Guadeloupe et de la Martinique, et avec une autre sociologie. Ensuite surtout, depuis quelque temps, les Guyanais sont conscients de cette différence. Ils ne perdent pas une occasion pour le faire savoir. Quant à la Guadeloupe et la Martinique, je doute fort qu'on puisse réunir ces deux entités, désormais territoires à part entière, dans une organisation politico-administrative commune. Du coup, si la réforme territoriale intervient, la Guadeloupe devra choisir son destin. Nous aurions alors une donnée supplémentaire dans l'élection. Il se pourrait que lors du vote aux régionales, on n'ait pas à choisir seulement des hommes et des femmes, mais aussi une organisation administrative et institutionnelle. À l'Ouest rien de nouveau. C'était déjà les mêmes données du problème lors des régionales de 2003. Et en 2016 ou... 2015 (?) ce sont toujours les Guadeloupéens qui décideront.